

25/10/43

39SLM71/19

IG MT 204 f m^e 2
JB

(Chapitre 3)

INSTRUCTION GÉNÉRALE

MT
VB 204 f

CHAPITRE 3

n° 2 du 2/10/43

**CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET DE REGLEMENT
D'ACOMPTES ET D'AVANCES AUX FOURNISSEURS
ET ENTREPRENEURS DE LA S. N. C. F.**

DISTRIBUTION	
MT	VB
1	1
2	10-12
49	20-23
	31-32
	41-43
	51-52-57
	64

Rectificatifs

n° 1 du 25.10.43

2 du 15.2.44

Te. 1

DEV-2

DETE 1

E.E.-1

BNCF 1

article 1 ♦ Documents abrogés.

- 1° — Note Générale Série Approvisionnements, Commandes et Marchés n° 13 A¹³, Série Finances et Comptabilité n° 8 A⁷ du 10 décembre 1940.
- 2° — Circulaire pour l'application de cette Note Générale.

article 2 ♦ Dispositions générales.

La présente Instruction Générale a pour objet de fixer les principes d'après lesquels des acomptes peuvent être attribués aux fournisseurs de la S.N.C.F. (1).

On appelle acompte le paiement effectué après constatation de l'exécution partielle du marché, on considérera comme telle soit l'expédition d'une partie des fournitures, soit la réunion dans les usines des fournisseurs ou sur les chantiers de travaux, d'éléments identifiables nécessaires à l'exécution du marché.

Les conditions particulières dans lesquelles les acomptes sont accordés, sont, en principe, indiquées dans les clauses du marché, soit directement, soit par référence à une clause du Cahier des Clauses et Conditions Générales. Elles doivent tenir compte de la nature du marché et des conditions de son exécution ainsi que des besoins réels des fournisseurs et des moyens techniques et financiers dont ceux-ci disposent.

Les clauses des marchés relatives aux acomptes doivent indiquer les faits à la constatation préalable desquels est subordonné le paiement d'acomptes, le mode de constatation de ces faits, les époques auxquelles les acomptes pourront être payés, le montant des acomptes et les modalités de leur paiement, sous réserve des dispositions spéciales prévues en faveur des Sociétés Françaises d'ouvriers et des artisans (I. G. MT-VB 202 d n°s 1 et 2) (2).

Exceptionnellement, des avances (3) hors contrat peuvent être accordées, sur décision spéciale de M. le Directeur Général, pour remédier à une situation de nature à entraîner des retards importants dans l'exécution d'un marché.

♦ (1) Pour l'application de la présente Instruction Générale, l'expression « Fournisseurs » a un sens général et doit s'entendre également des entrepreneurs et constructeurs pour les marchés de travaux et de construction de matériel.

♦ (2) Ex N.G.-A.C.M. n° 2 A² et 8 A⁸.

♦ (3) On appelle « avance » tout paiement effectué avant constatation de l'exécution partielle du marché, telle qu'elle a été définie ci-dessus, ou avant toute possibilité de transfert utile de propriété.

PREMIÈRE PARTIE

ACOMPTES CONTRACTUELS

PARAGRAPHE PREMIER

MARCHÉS DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL ⁽¹⁾

article 3 ♦ Conditions d'attribution d'acomptes.

Sont considérés comme acomptes les termes successifs de paiement prévus dans les marchés au fur et à mesure de la constitution des approvisionnements de matières ou de l'exécution des travaux. Le paiement de ces acomptes est subordonné à la constatation chez le fournisseur, soit de l'approvisionnement de certaines matières ou pièces nécessaires à l'exécution du marché, soit de l'état d'avancement de certains travaux.

Il entraîne d'office le transfert, au profit de la S.N.C.F., de la propriété de ces approvisionnements ou matériels.

Ce transfert de propriété lorsqu'il ne résultera pas du Cahier des Clauses et Conditions Générales, fera l'objet d'une clause spéciale du marché ainsi conçue :

« Le paiement des acomptes entraîne d'office au profit de la S.N.C.F. le transfert de propriété des objets ou « matières dont la constatation a donné lieu à ce paiement.

« Le fournisseur est responsable de ces objets ou matières à l'égard de la S.N.C.F.

« Leur valeur est à la charge du fournisseur en cas de perte ou d'avarie, quelle qu'en soit la cause, notamment en cas de vol ou d'incendie. Toutefois, s'il est reconnu que le dommage est dû à un événement de force majeure, non susceptible d'être couvert par une assurance, le fournisseur est exonéré de sa responsabilité à la condition qu'avis de cet événement ait été notifié à la S.N.C.F. dans un délai maximum de dix jours à partir de la date à laquelle il s'est produit ».

article 4 ♦ Limites maxima des acomptes.

A aucun moment lors de l'exécution du marché, le total des acomptes stipulés ne doit être supérieur à 90 % des dépenses effectuées pour les approvisionnements ou les travaux dont la constatation conditionne le paiement des acomptes.

En règle générale, les acomptes ne sont payés que sur la base des prix fixés par le marché ou par le dernier avenant.

Toutefois, il peut être prévu dans le marché qu'à la demande du fournisseur ou de la S.N.C.F. le prix de base pourra être provisoirement révisé à la date du paiement de chaque acompte, pour tenir compte des variations de la valeur des paramètres survenues à cette date, depuis la passation du marché. Le calcul de révision provisoire sera conduit en supposant que cette valeur restera invariable entre la date de la révision et l'achèvement du marché. Les acomptes seront déterminés en ne retenant que 80 % des variations ainsi calculées.

article 5 ♦ Justifications à exiger avant règlement des acomptes.

Le règlement des acomptes sera effectué sur production d'une facture vérifiée par le Contrôle des Fabrications.

Cette pièce contiendra une mention rappelant le transfert de propriété qui résulte du marché. Elle sera établie sur timbre.

La mention à y insérer sera ainsi conçue :

« Le constructeur soussigné certifie que, conformément aux dispositions de l'article 26 du « Cahier des Clauses et Conditions Générales pour la construction du Matériel Moteur et du Matériel Roulant » visé dans le Marché,

♦ (1) Par « matériel », il faut entendre, pour l'application de la présente Instruction Générale, le matériel roulant et le gros outillage. Le petit matériel et le petit outillage doivent être considérés comme « fournitures ».

Est assimilée aux marchés de construction de matériel la partie des marchés de travaux afférente à des fabrications en usines.

« les pièces et matières ci-dessus énumérées deviendront la propriété de la S.N.C.F., à dater du jour où cette dernière aura effectué le règlement de la présente facture (1). »

Cette mention devra être signée par le fournisseur et approuvée par le Contrôleur en usine qui apposera la mention suivante : « Certifié conforme aux constatations faites par le soussigné le..... dans les établissements du fournisseur. »

PARAGRAPHE 2

MARCHÉS DE FOURNITURES

article 6 ♦ Conditions d'attribution d'acomptes ⁽²⁾.

Il ne peut y avoir paiement d'acompte que :

1° — s'il y a eu transfert de propriété et exécution partielle du marché ; cette condition sera remplie notamment quand tout ou partie de la fourniture sera arrivée au magasin destinataire ; on considérera également que cette condition est remplie après la remise de tout ou partie de la marchandise en gare expéditrice S.N.C.F. ou reliée par fer à la S.N.C.F. ;

2° — si le montant justifié de la facture est au moins égal à 5.000 f. ;

3° — si le fournisseur a demandé le paiement de l'acompte au plus tard lors de l'envoi de la facture ; celle-ci doit être accompagnée des justifications prévues à l'article 8 ci-après ;

4° — si le fournisseur justifie qu'il a fait toute diligence pour l'exécution de ses obligations dans les délais contractuels.

article 7 ♦ Montant des acomptes.

L'acompte est égal à 80 % du montant de la facture établie sur la base des prix contractuels. Exceptionnellement, sur décision du Service Central intéressé, l'acompte de 80 % peut, pour les fournisseurs qui sont en relations habituelles avec la S.N.C.F., être remplacé par le paiement de l'intégralité de la facture. Cette dernière disposition ne s'applique, toutefois, que si les fournisseurs se sont engagés une fois pour toutes, par convention séparée (à établir sur imprimé n° C.G. 545 dont modèle en annexe) à rembourser les trop-perçus éventuels ou à en accepter la compensation avec les règlements ultérieurs.

article 8 ♦ Justifications à exiger avant règlement.

Les règlements prévus à l'article 7 sont effectués au vu de la facture adressée en simple exemplaire et accompagnée :

- pour les marchandises expédiées par voie de fer, du récépissé à l'expéditeur,
- pour les marchandises acheminées autrement que par voie de fer, d'une décharge donnée par l'établissement S.N.C.F. destinataire.

« En ce qui concerne les fournitures soumises à réception provisoire, les règlements seront, en outre, subordonnés à l'envoi par le fournisseur de l'autorisation d'expédier qui lui aura été délivrée par le représentant du Contrôle des Fabrications. Ce document doit être adressé au destinataire, en même temps que le bordereau d'expédition, le jour même de l'envoi de la marchandise ».

documents ci-dessus

Paiement — La facture pourra être établie et adressée dès remise de la marchandise au magasin destinataire ou dès son expédition à ce magasin par voie ferrée. Dans ce dernier cas, les références de l'expédition (gare, numéro, date) devront être mentionnées sur la facture.

Par dérogation aux articles 31 et 32 du Cahier des Clauses et Conditions Générales, le paiement des factures sera effectué de la façon suivante :

Facture n'excedant pas 5 000 f :

Paiement net dès réception définitive des marchandises par le magasin, par voie postale ou bancaire ;

♦ (1) Lorsque le transfert de propriété s'applique à du matériel en construction et correspond à un paiement effectué après constatation d'un certain degré d'avancement des travaux, la formule ci-dessus doit être modifiée de la manière suivante : « Le constructeur soussigné certifie que, conformément aux dispositions de l'article 26 du « Cahier des Clauses et Conditions Générales pour la construction du Matériel Moteur et du Matériel Roulant » visé dans le marché, les ensembles ci-dessus énumérés, dont, pour partie, la propriété a déjà été transférée à la S.N.C.F. à la suite de règlements d'acomptes antérieurs, deviendront en totalité la propriété de la S.N.C.F. dans l'état d'avancement de la construction auquel ils sont actuellement parvenus, à dater du jour où la S.N.C.F. aura effectué le règlement de la présente facture ».

♦ (2) Ne sont pas considérés comme acomptes, pour l'application de la présente Instruction Générale, les paiements effectués, au titre de marchés comportant des livraisons échelonnées, après réception définitive de chaque livraison.

Facture excédant 5 000 f :

Paiement au choix du fournisseur :

- 1° — Sous déduction d'un escompte de 1 %, à 45 jours de la réception de la facture, par voie postale ou bancaire, et sous réserve de la réception définitive des marchandises par le magasin.
- 2° — Net à 90 jours de la réception de la facture, par voie postale ou bancaire et sous réserve de la réception définitive des marchandises par le magasin.
- 3° — Net à 90 jours de la réception de la facture, par traite émise sur autorisation adressée par la S.N.C.F. dès réception définitive des marchandises par le magasin.
- 4° — Net à 90 jours de la réception de la facture en deux traites :
 - la première, d'un montant de 80 % de la facture, émise sur autorisation adressée par la S.N.C.F. dès réception de la facture et de la justification de la livraison ou de l'expédition;
 - la seconde, pour le solde, émise sur autorisation adressée par la S.N.C.F. dès réception définitive des marchandises par le magasin.

Si le montant de la somme à payer par traite est inférieur ou égal à 5 000 f le fournisseur recevra au lieu de l'autorisation de tirer traite, le règlement immédiat par voie postale ou bancaire.

En l'absence de choix du fournisseur, le paiement sera effectué comme prévu en 2°.

article 10 ♦ Mise en paiement de l'acompte et du solde — Cas des commandes dont l'exécution est suivie par le Service des Approvisionnements.

Les modalités de paiement sont exposées dans l'Instruction Générale EX-MT-VB — 304 d n° 3.

Les paiements sont effectués par la Comptabilité Générale :

- si la somme est au moins égale à 5 000 f, par traite, avec envoi immédiat de l'autorisation prévue par l'Instruction Générale EX-MT-VB 304 d n° 2 (1).
- si la somme est inférieure à 5 000 f, par voie postale ou bancaire, avec établissement immédiat d'un mandat de paiement.

article 11 ♦ Mise en paiement de l'acompte et du solde — Cas des commandes dont l'exécution est suivie par un Service autre que le Service des Approvisionnements.

1° — Paiement de l'acompte.

Le Service chargé de suivre l'exécution de la commande effectue les opérations suivantes :

a) envoi, à la Subdivision Régionale de Comptabilité chargée du règlement, sur l'imprimé modèle C.G. 471 dont modèle en annexe, d'une lettre lui prescrivant :

- si le montant de l'acompte est au moins égal à 5 000 f, l'émission d'une autorisation de tirer traite,
- si le montant de l'acompte est inférieur à 5 000 f, le paiement immédiat ;

b) apposition, sur la facture, du cachet ci-après dûment complété par les renseignements marqués X.

Paiement d'un acompte de..... X..... francs	
Demande (modèle C.G. 471) n°..... X..... adressée le X..... à la Comptabilité du Service X..... de la Région X.....	
Solde de..... Y..... francs Venant à échéance le Y.....	

♦ (1) Ex N.G. Série Finances et Comptabilité n° 4.

c) annotation de la copie de la commande en sa possession,

d) envoi de la facture au magasin intéressé dans les conditions habituelles.

2° — Paiement du solde.

Après la réception définitive des marchandises, effectuée dans les conditions habituelles, le magasin fait la prise en charge de la facture complétée par les renseignements Y pour son montant total.

Il incorpore cette facture dans un bordereau d'entrée et indique, sur ce bordereau, pour la facture considérée, la mention : « acompte payé ».

PARAGRAPHE 3

MARCHÉS DE TRAVAUX

article 12 ♦ Acomptes mensuels.

Le règlement des marchés de travaux comporte, d'une façon tout à fait générale, ainsi qu'il est prévu au Cahier des Clauses et Conditions Générales applicables aux marchés de travaux, le paiement d'acomptes mensuels s'élevant aux 9/10^e du montant des décomptes provisoires des ouvrages exécutés et aux 4/5^e de la valeur des matériaux acceptés par la S.N.C.F. et approvisionnés par ordre sur les chantiers.

Les sommes retenues par la S.N.C.F. lors du paiement de chaque acompte constituent le terme de garantie qui n'est payé à l'entrepreneur qu'après la réception définitive des travaux prononcée à l'expiration du délai de garantie.

Le montant des acomptes peut être révisé, si le marché le prévoit, dans les conditions du 3^e alinéa de l'article 4 ci-dessus.

PARAGRAPHE 4

DISPOSITIONS COMMUNES

article 13 ♦ Caractère provisoire des règlements d'acomptes.

Il devra être stipulé dans les contrats, ainsi qu'au moment du paiement d'un acompte, que les paiements effectués à ce titre ont un caractère provisoire et s'imputeront d'office sur les règlements définitifs dont le montant sera fixé après la réception définitive des fournitures, matériels ou travaux.

article 14 ♦ Incorporation dans les appels d'offres des clauses relatives aux acomptes.

L'attribution d'acomptes en cours d'exécution d'un marché a pour but et pour résultat d'alléger considérablement la trésorerie des fournisseurs ; elle est également de nature à étendre le champ de la concurrence en permettant à des entreprises de faire des offres, alors que, sans cette facilité, elles n'auraient pas été en mesure de réunir les fonds nécessaires.

Pour que la S.N.C.F. retire tout le profit des avantages ainsi offerts aux fournisseurs et pour maintenir en même temps le principe d'égalité entre eux — à la constitution des cautions près pour les concurrents nouvellement appelés ou ceux dont la situation financière est douteuse — il importe que les clauses prévoyant l'attribution d'acomptes soient arrêtées par le Service qui a préparé le marché et qu'elles figurent dans les appels d'offres, comme il est prévu à l'article 9 ci-dessus pour les marchés de fournitures.

article 15 ♦ Modalités de règlement des acomptes.

Les acomptes sur les marchés de matériel ou de fournitures, sont payés sous forme d'acceptation de traite à 90 jours, dont les frais de timbre et d'agio sont à la charge du fournisseur.

Toutefois, les règlements d'acomptes inférieurs à 5 000 f sont d'office effectués au comptant sans escompte (cette disposition est également applicable aux soldes, nonobstant toute autre clause insérée dans la commande).

Les acomptes sur marchés de travaux sont payés suivant les modalités choisies par l'entrepreneur dans sa lettre d'offres.

DEUXIÈME PARTIE

ACOMPTES ET AVANCES HORS CONTRAT

MARCHÉS DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL, DE FOURNITURES ET DE TRAVAUX

article 16 ♦ Substitution de garanties avant règlement d'un acompte contractuel.

Lorsque le fournisseur ne peut justifier que les conditions prévues au contrat pour le paiement d'un acompte sont remplies, mais lorsqu'il est reconnu par le Service compétent de la S.N.C.F. (le Contrôle des Fabrications en usines pour les marchés de matériel) que les garanties présentées sont au moins équivalentes à celles qui étaient prévues dans le contrat, l'acompte peut être payé sur décision de l'autorité qui a approuvé le marché ou qui a qualité pour en suivre l'exécution.

article 17 ♦ Acomptes hors contrat : Règlement anticipé de tout ou partie d'un acompte contractuel.

Le paiement d'un acompte non prévu au contrat ne devra être envisagé que si des circonstances sérieuses justifient cette dérogation aux conditions de règlement convenues. Il ne doit entraîner aucune charge nouvelle pour la S.N.C.F. ; il constitue en réalité une avance sur le prochain acompte ou sur le règlement pour solde, et est soumis aux dispositions ci-après concernant les avances hors contrat.

article 18 ♦ Avances hors contrat.

Bien que les dispositions en vigueur concernant le financement des marchés permettent, en général, aux fournisseurs de se procurer les facilités de trésorerie nécessaires, des avances hors contrat peuvent être exceptionnellement accordées à ceux qui se trouveraient empêchés d'assurer l'exécution du marché en raison de difficultés imprévues de trésorerie.

Lorsque les Services se trouvent saisis d'une demande de cette nature, qui leur paraît justifiée, ils doivent soumettre cette demande pour décision, avec toutes justifications utiles, soit au Directeur Général (par l'intermédiaire du Service du Contrôle des Marchés) pour les marchés approuvés par ce dernier ou par les Autorités supérieures de la S.N.C.F., soit au Directeur du Service Central intéressé pour les autres marchés.

Ces avances, qui seront toujours productives d'intérêts, comportent constitution de caution ou d'une garantie équivalente, même s'il s'agit de fournitures courantes ou de travaux. Toutefois, des dispenses de caution pourront être consenties par cas d'espèce par les autorités qualifiées pour accorder des avances hors contrat, après avis des Services Financiers (Division Centrale des Finances).

La dispense de caution devra toutefois être subordonnée à un engagement du titulaire du marché reconnaissant à la S.N.C.F. le droit d'acquérir, si elle le juge nécessaire, les matières premières, matériaux, produits intermédiaires, objets fabriqués, ou les outillages spéciaux ayant donné lieu au paiement de l'avance, celle-ci s'imputant d'office sur leurs prix. Lorsque les Cahiers des Clauses et Conditions Générales auront déjà prévu ce droit de reprise, notamment dans le cas de résiliation, il suffira de s'y référer.

Les avances qui pourraient être attribuées en vertu des dispositions ci-dessus, s'imputeront d'office sur les acomptes qui pourraient être dus en exécution des clauses du marché, ou sur le règlement définitif à intervenir.

article 19 ♦ Mise en vigueur.

Les dispositions de la présente Instruction Générale entreront en vigueur le 1^{er} novembre 1943.

Paris, le 25 octobre 1943.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ANNEXE N° 1

IG MT 204 f
VB

Modèle C. G. 545

PROJET D'ENGAGEMENT

A ÉTABLIR SUR TIMBRE

à faire souscrire aux fournisseurs dont la S.N.C.F.
aurait accepté de régler les factures avant l'arrivée
des marchandises au magasin destinataire.

Je soussigné
demeurant à
agissant au nom de la Société (1)
en qualité de
en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par (1)

déclare, en contre-partie de la décision prise par la S.N.C.F. d'effectuer le paiement des fournitures que je
pourrais avoir à lui faire dans l'avenir par traite à 90 jours de l'envoi de la facture correspondante, après
mise desdites fournitures à l'expédition à une gare S.N.C.F., sans attendre leur arrivée au magasin destinataire,

m'engager, dans tous les cas où la vérification des marchandises faite après l'arrivée dans le magasin desti-
nataire montrerait que les sommes payées dépassent, pour quelque cause que ce soit, celles qui étaient effective-
ment dues, à rembourser l'excédent à première réquisition de la S.N.C.F.

J'autorise la S.N.C.F. à retenir ces sommes, d'office, sur celles qu'elle pourrait me devoir à tout autre titre,
notamment pour le paiement d'autres fournitures ou travaux.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Modèle C. G. 471

ANNEXE N° 2

S.N.C.F.

Service :

Monsieur le Chef de la Subdivision
Régionale de Comptabilité

Service :

Région :

Prière de { délivrer immédiatement autorisation
de tirer traite pour (1)
procéder immédiatement au (1) } règlement

d'un acompte concernant la facture ci-après :

- Facture n°.....
- Fournisseur (adresse et raison sociale de la commande)
- Commande n°..... du
- Livrable au Magasin d.....
(Région — Service)
- Expédition du
- Montant de l'acompte
- Echéance du (2)

Le Chef du Service,

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) A biffer en cas de paiement immédiat.